

Revue de **DROIT FISCAL**

5 AVRIL 2018, HEBDOMADAIRE, N° 14 - ISSN 1279-8436

Directeurs scientifiques :
Florence DEBOISSY
Alexandre MAITROT DE LA MOTTE
Jean-Luc PIERRE

Rédacteur en chef :
Thomas JACQUEMONT

243 **FISCALITÉ INTERNATIONALE**

Conventions fiscales internationales : l'inconfortable situation des OPC français

Par Delphine CHARLES-PÉRONNE

247 **Un établissement stable peut-il être un
résident au sens des conventions fiscales ?**

CAA Versailles, 13 déc. 2017, Sté BNP Paribas,
concl. Sandrine RUDEAUX, note Raphaël COIN

Également cette semaine

244 **Projet** - Projet de loi relative à la
lutte contre la fraude fiscale

248 **Procédures fiscales** - Renvoi
d'une QPC sur l'exclusion de la
neutralisation de la QPFC pour les
dividendes versés depuis un État
tiers à l'UE (CE, 24 janv. 2018,
note F. LOCATELLI)

Sommaire

Actualités

page 2

Aperçu rapide, Marc PELLETIER, *La CJUE et le principe non bis in idem : un pas en arrière, deux pas en avant* p. 2, Aperçu rapide, Blanche SAVARY DE BEAUREGARD, *Quelle place pour les sanctions fiscales négociées ?* p. 5, L'information en continu p. 7, Échos, communiqués et opinions p. 9

Étude

page 12

FISCALITÉ INTERNATIONALE

- 243 Delphine CHARLES-PÉRONNE - Conventions fiscales internationales : l'inconfortable situation des organismes de placement collectif français

Projet

page 18

- 244 Projet de loi relative à la lutte contre la fraude fiscale

Commentaires

page 25

IMPÔTS LOCAUX

- 245 Dégrèvement accordé aux bailleurs sociaux qui réalisent des travaux d'économie d'énergie (CGI, art. 1391 E) : obligation pour l'Administration d'imputer le solde d'un dégrèvement sur la taxe due au titre d'autres immeubles situés dans la commune ou dans d'autres communes relevant du même service, si ces communes sont mentionnées dans la réclamation (CE 8^e et 3^e ch., 22 nov. 2017) - Conclusions Benoît BOHNERT
- 246 CVAE et crédit-bail. Taxes locales refacturées au crédit-preneur par le crédit-bailleur : déductibilité de la valeur ajoutée (non) (CE 3^e et 8^e ch., 8 nov. 2017) - Conclusions Vincent DAUMAS

FISCALITÉ INTERNATIONALE

- 247 Raphaël COIN - Un établissement stable peut-il être considéré comme un résident au sens des conventions fiscales ? (CAA Versailles, 1^{re}, 3^e et 7^e ch., 13 déc. 2017) - Conclusions Sandrine RUDEAUX

PROCÉDURES FISCALES

- 248 Franck LOCATELLI - Renvoi d'une QPC sur l'exclusion de la neutralisation de la QPFC pour les dividendes versés depuis un État tiers à l'UE, Steria Mundi : « Rome n'est plus dans Rome, elle est toute où je suis » (P. Corneille, Sertorius, 1662, III, 1) (CE 9^e et 10^e ch., 24 janv. 2018)
- 249 Vérification de comptabilité et ESFP simultanés : obligation pour l'Administration de distinguer les conséquences financières de chaque rectification (CE 8^e et 3^e ch., 22 nov. 2017) - Conclusions Benoît BOHNERT

INDEX

C

Comptes courants d'associés

- Déductibilité des intérêts d'empruntact. 141

Constitution

- Question prioritaire de constitutionnalité.248

Contribution économique territoriale (CET)

- Cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) ...246

Conventions internationales

- Champ d'application247
- Organismes de placement collectif243

I

Impôt sur le revenu

- Recouvrementact. 144

J

Juridiction gracieuse

- Règlement d'ensembleact. 140

P

Projets

- Loi relative à la lutte contre la fraude fiscale244

Proposition de rectification

- Indication du montant des conséquences financières des rectifications proposées (LPF, art. L. 48)249

R

Retenue à la source

- Revenus versés à des OPC243

S

Sanctions fiscales

- Cumul avec les sanctions pénales...act. 139

T

Taxe d'aéroport

- Tarifact. 142

Taxe foncière sur les propriétés bâties

- Dégrèvements spéciaux.....245

TRACFIN

- Chiffres clés 2017act. 145

Traitements et salaires

- Exonérationsact. 144

Z

Zones

- Zones de revitalisation rurale (ZRR) .act. 143